

Causerie du soir : Turpitudes

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 10 novembre 1933

Parmi les éléments rationnels règne, en ces jours, une querelle qui paraît, en apparence, risible, mais qui est, en réalité, féroce, et les Égyptiens auraient grand intérêt à s'en garder avec la plus grande prudence ; car, s'ils n'y prennent garde, il leur en résultera un dommage grave, bien plus grave qu'ils ne le pensent. Il semblerait que les éléments rationnels ne veuillent pas, cette fois, se quereller de cette manière calme et rassurante qui ne blesse ni ne nuit, mais qu'ils veuillent au contraire armer leur querelle de bombes d'un genre nouveau, qui n'ont pas plus tôt été lancées qu'elles explosent, et qui n'ont pas plus tôt explosé qu'elles corrompent l'atmosphère de ces éléments étouffants et mortels qu'elles y répandent — éléments qui agressent le nez, l'oreille et le goût, qui font haïr la vie à l'âme, et qui remplissent les cœurs de doute quant à ce que les hommes appellent la morale, l'intégrité et la droiture dans la conduite des affaires publiques. Nous ne savons ce qui a pu corrompre les choses à ce point parmi les éléments rationnels, qui se sont toujours vantés de détester le mal et de ne point le désirer, et qui se sont toujours vantés de détester cette guerre acharnée qui ne laisse rien subsister, et qui ne touche à rien sans le réduire en poussière. Car la querelle entre les éléments rationnels est fort simple, et n'aurait jamais dû les mener à déchirer les voiles, à dévoiler les secrets, à laver le linge sale hors de la maison, et à montrer à tous les Égyptiens comme à tous les étrangers que la raison des éléments rationnels ne les empêche point de recourir à l'une de deux choses, dont la plus douce est amère, et dont la plus propre est trop immonde pour qu'on la puisse supporter ; car ils lancent dans l'air quantité d'accusations infâmes qui, si elles sont vraies, montrent que les éléments rationnels n'hésitent point à commettre des péchés honteux et déshonorants, et qui, si elles ne sont pas vraies, montrent que les éléments rationnels n'hésitent point à accuser les gens faussement, à dire d'eux ce qui n'est pas, et à leur ajouter de ces turpitudes et de ces infamies que la loi punit chez celui qui les commet, si l'accusation est vraie, et chez celui qui les impute à autrui, si elle ne l'est pas. Qu'il vous suffise d'appeler tout cela mal et vilénie, qu'il vous suffise d'appeler tout cela honte et déshonneur, et qu'il vous suffise de savoir que le ministère en place, si fort qu'il se bouche les oreilles, et si grand que soit le calme et le silence qu'il s'impose, n'en est pas moins contraint d'entendre,

contraint d'agir, et contraint de parler — car, s'il ne le fait pas, il marque le gouvernement égyptien de flétrissures qu'il ne devrait jamais porter, et les Égyptiens ne devraient point admettre le silence ou le mutisme qu'il adopte à leur place.

L'affaire, parmi les éléments rationnels, est fort simple : un président du Conseil qui n'a pu se maintenir au pouvoir, et qui a donc démissionné ou été révoqué ; qui n'a pu ensuite s'imposer à ses ministres, et qui a donc été humilié ou contraint de céder ; qui a voulu ensuite montrer les dents et reprendre son activité — et il était au pouvoir de ses adversaires de le ramener au calme, au repos et à l'abstention politique qui lui conviennent. Mais l'affaire dépasse à présent ce stade, et voici que des bombes sont lancées qui corrompent l'atmosphère et rendent la respiration impossible, à moins qu'un vent d'enquête loyale ne vienne y souffler et la rendre à sa pureté et à sa clarté.

Et ce ne sont pas ceux qui s'opposent aux éléments rationnels qui ont préparé ces bombes, qui les ont apprêtées ou qui les ont lancées ; ce sont les éléments rationnels eux-mêmes qui ont préparé les bombes et qui les ont lancées, qui ont corrompu l'atmosphère de fond en comble, et qui ont contraint adversaires et amis à réclamer une enquête loyale et à insister pour l'obtenir, afin que les gens puissent de nouveau respirer sans s'exposer au mal et à l'étouffement.

Qu'est-ce donc que ce scandale honteux dans lequel Al-Muqattam se plonge depuis des jours, le détaillant en détail, l'analysant par le menu, et réclamant à son sujet une enquête, tandis que les autres journaux se joignent à lui dans ce détail, cette analyse et cette demande d'enquête ? Qu'est-ce donc que ce scandale honteux qu'Al-Muqattam est revenu détailler et analyser hier encore, qu'Al-Muqattam a annoncé hier devoir faire l'objet d'une enquête, et dont, dès qu'Al-Muqattam l'eut diffusé hier, un journal du parti frère — le Parti de l'Union —, à savoir La Liberté, vint reprendre les propos, se joignant à Al-Muqattam dans sa demande d'enquête ?

Qu'est-ce donc que ce scandale de la Corniche, dont on a tant parlé — les propos d'Al-Muqattam et de La Liberté en particulier —, et dans lequel des accusations explicites sont portées contre le ministère de l'Intérieur ? Al-Muqattam et La Liberté affirment que des soumissions furent présentées pour la première partie de la Corniche, que la plus basse d'entre elles, dont l'auteur était égyptien, fut rejetée, tandis qu'une autre, dont l'auteur était italien, fut acceptée ; que le service des

municipalités, au ministère de l'Intérieur, rejeta cette soumission italienne, en s'appuyant sur l'avis du service du contentieux ; mais que le ministère de l'Intérieur approuva néanmoins cette soumission italienne, contrairement à l'avis du service des municipalités comme à celui du service du contentieux, faisant ainsi perdre à la municipalité et aux contribuables qui la financent plus de deux mille livres.

Et Al-Muqattam et La Liberté ne s'arrêtent pas là : ils affirment encore que la municipalité poursuit avec cet entrepreneur italien l'achèvement de la Corniche sans aucune adjudication, emportée par la vanité, s'imaginant que cet achèvement ne lui coûterait pas plus de cent mille livres, ou même moins ! Puis il apparut qu'il lui en coûterait près d'un demi-million, et qu'elle perdait, dans cette affaire, plus de deux mille livres pour chaque tranche de quinze mille livres — c'est-à-dire qu'elle perdait soixante-quatre mille livres, pour la seule raison qu'elle tenait à poursuivre les travaux avec cet entrepreneur italien.

Al-Muqattam et La Liberté affirment encore que le ministère de l'Intérieur autorisa cette opération en vingt-quatre heures : un coursier spécial l'apporta et revint avec l'approbation. L'affaire ne s'arrête pas non plus là selon Al-Muqattam et La Liberté, qui ajoutent que ce projet ne rencontra ni la satisfaction ni l'agrément du Palais royal, et que ce mécontentement parvint alors jusqu'au gouvernement.

Le ministère ne conviendra-t-il pas avec nous que la pureté du gouvernement, son intégrité, sa réputation, ainsi que l'intérêt financier en jeu, imposent tous impérieusement une enquête loyale, et rendent tout retard dans cette enquête chose à laquelle on ne saurait se risquer ?

Et voici l'affaire du coton et de l'intervention secrète qui s'y rattache — celle qu'un journal du soir a rendue publique, et que Sidqi Pacha a refusé de confirmer ou de démentir, si bien que les journaux se sont mis à le mettre au défi et à l'affronter, tandis qu'il se déroba à toute réponse directe — jusqu'à ce que, au moment même où éclatait l'affaire de sa démission de la présidence du parti, du désaccord entre les membres du parti et du retrait de cette démission, Al-Muqattam parût hier et La Liberté aujourd'hui, tous deux porteurs de l'affaire de la Corniche, tandis qu'Al-Ahram paraissait ce matin, portant une question posée au ministre des Finances par un député populaire qui s'était prononcé pour l'acceptation de la démission de Sidqi Pacha.

Et cette question renferme une analyse détaillée de cette intervention secrète sur le marché du coton — intervention survenue à un

moment où elle n'aurait jamais dû se produire, sans l'autorisation du Conseil des ministres, et en contradiction avec la politique même qui avait fait le succès du ministère démissionnaire : la politique de non-intervention sur le marché.

Le ministère ne conviendra-t-il pas avec nous que cette affaire, elle aussi, a besoin d'une enquête franche et loyale ? Et que dire du curage des canaux et des rigoles, dont nous parlons depuis des jours, et sur lequel nous avons posé au ministère ces questions que les lecteurs pourront retrouver ailleurs dans ces mêmes pages du Kawkab al-Sharq ? Le ministère ne conviendra-t-il pas avec nous que le peuple a le droit de savoir si ce qui se colporte est vrai ou faux — s'il est vrai que le ministère des Travaux publics et le ministère des Finances ont disposé des fonds de l'État de cette manière blâmable ?

Et voici l'affaire des deux ministres en querelle au sein du Parti du Peuple — l'ancien ministre de l'Agriculture et son successeur — dont l'un accable l'autre d'accusations indignes de ministres : le ministère ne conviendra-t-il pas avec nous que cette affaire, elle aussi, appelle une enquête, afin que l'accusé soit blâmé si l'accusation se révèle vraie, ou que l'accusateur soit blâmé si elle se révèle fausse ? Et voici l'affaire du mémorandum que le ministre des Traditions a soumis à la commission des Finances et au Conseil des ministres, au sujet d'une chaire de la Faculté des Lettres, mémorandum qu'il a rempli d'affirmations contraires à la vérité comme à la loi — le ministère ne conviendra-t-il pas avec nous que celle-ci aussi appelle une enquête ? Ne serait-ce que pour permettre au président du Conseil de voir, à tout le moins, s'il travaille avec des gens qui le conseillent avec droiture, ou avec des gens qui le poussent là où les présidents du Conseil ne devraient jamais être poussés.

Toutes ces affaires appellent une enquête, et si cette enquête est menée — comme elle le devrait — avec loyauté, honneur et liberté, elle aboutira sans nul doute soit au châtement de ceux qui ont péché contre la patrie, soit au châtement de ceux qui ont fait tort à des innocents, qui ont dit sur eux ce qui n'était pas vrai, et qui leur ont attribué ce qu'ils n'ont pas fait — et l'un et l'autre sont un mal, l'un et l'autre sont une honte et un déshonneur. N'est-il pas étrange que toutes ces choses se répandent et se colportent, que les gens en parlent, que les cercles en soient remplis, tandis que le président du Conseil est occupé de Sidqi Pacha — restera-t-il président du parti, ou démissionnera-t-il ?

Cependant, tout, dans la vie politique officielle en ce moment, laisse penser que ces affaires scandaleuses ne veulent point s'arrêter à ce point, ni se limiter à cette mesure, et qu'il existe des bombes du même genre que leurs auteurs entendent lancer dans l'atmosphère, pour ajouter la corruption à la corruption. Que ne saurais-je si le président du Conseil pourra respirer, dans cette atmosphère empestée, un souffle libre et dégagé qui ravive la vie et l'énergie, et qui lui permette de conduire les affaires comme elles doivent être conduites — ou si le président du Conseil se sentira à l'étroit dans cette atmosphère, incapable d'y respirer, et démissionnera pour laisser ce milieu à d'autres, capables soit de purifier et d'éclaircir l'atmosphère, soit de vivre dans une atmosphère dénuée de toute clarté et de toute pureté ? On dit que les prochains jours répondront franchement à cette question.